

Photoreportage : des améliorations au niveau de l'eau et de l'assainissement à l'école Atono au Kenya

M. Daniel Odhiambo est le directeur de l'Ecole Atono à Nyanza - une des quatre écoles au Kenya disposant d'urinoirs pour les filles. Netwas Kenya et l'IRC ont visité son école récemment dans le cadre d'une étude de l'UNICEF de 43 écoles dans quatre districts au Kenya : Côte (Mombasa) ; Nyanza (Rachuonyo et Kisumu) ; Vallée du Rift (Kajiado) et Nord-Est (Garissa). Le but de cette étude était de déterminer si le ratio standard du ministère kenyan de la Santé de 1 latrine pour 25 filles et 1 toilette pour 30 garçons pourrait être minimisé si les élèves auraient également accès à des urinoirs, et si oui, quel serait le nouveau ratio.

Il s'agissait du suivi de l'exercice de recherche 2004-2005 visant à l'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène pour les scolaires du Kenya, réalisé par l'IRC, en collaboration avec sept organisations partenaires au Kenya. Cette étude a montré que les normes de toilettes scolaires ne sont pas satisfaites.



L'école d'Antono : certains élèves vivent tout à côté de l'entrée, d'autres viennent de loin

Huit enseignants pour 441 élèves

Il s'agit d'une école primaire publique mixte, dans la province de Nyanza, District Sud de Rachuonyo, Kasipul Division, Cercle de Koderia, Sous cercle de Kadel Kamidigo. Effectif de l'école : 441 enfants (210 filles, 231 garçons), contre 387 en 2007. L'effectif supplémentaire d'élèves est venu suite à la construction des installations depuis 2008. L'école offre un enseignement aux enfants de l'éducation préscolaire au cours huit dans le système éducatif du Kenya. Avec le démarrage de l'Enseignement primaire gratuit (FPE - an anglais) en 2003 de nombreuses écoles du Kenya ont admis des élèves trop âgés et Atono ne fait pas exception. Il y a huit enseignants payés par le gouvernement et trois supportés par la communauté, soit un total de 11 enseignants chargés de l'éducation de ces jeunes Kenyans, soit une moyenne de 40 enfants par enseignant.

Les ouvrages d'hygiène et d'assainissement à l'école comprennent :

- Deux toilettes VIP et une salle de bain pour les enseignants
- Trois toilettes et un urinoir pour les filles et trois toilettes et un urinoir pour les garçons
- Trois récipients pour le lavage des mains, dont un pour chaque groupe, avec du savon
- Trois récipients pour l'eau de boisson, dont un pour chaque groupe
- Du savon pour le lavage/nettoyage des ouvrages.

Prix de bons rendements scolaires

L'école Atono s'est classée parmi les meilleures écoles en matière d'entretien de leurs installations. L'école a remporté un trophée pour son excellente performance, qui a été remis au directeur, M. Daniel Odhiambo.



Avec la coopération de



Une des toilettes

Nouvelles

Informations thématiques, page 1-5

- Photoreportage : des améliorations au niveau de l'eau et de l'assainissement à l'école Atono au Kenya
- Aider les femmes à s'adapter au changement climatique dans les villages marocains
- L'Avis des Experts : L'urbanisation accélérée de l'Afrique augure de l'entrée du continent dans la modernité
- Comprendre les niveaux de service que préfèrent les gens (L'histoire de Bismark DA)

Nouvelles du WSSCC, page 6-7

- Madagascar : les scouts se révèlent être des promoteurs influents de l'hygiène
- Nigeria : sensibilisation des autorités locales et régionales en matière d'assainissement et d'hygiène (édité par WSSCC Nigeria)

Nouvelles de l'IRC, page 8-11

- So Ava : la salubrité du lac
- Ne laissez pas les débats entraver l'accès à l'assainissement et de l'eau pour des milliards de personnes ?
- Un projet qui a amélioré ma vie

Nouvelles du CREPA, page 11-12

- Idrissa Doucouré, nouveau Directeur général du CREPA : une grande expérience du secteur Eau, hygiène et assainissement
- Sénégal : promouvoir l'assainissement pour sauver le fleuve Sénégal
- Assainissement écologique au Congo: expérimentation des excréta humains hygiénisés comme fertilisants dans la production agricole



Avec des contributions de CREPA



Voici un urinoir pour filles

Le nettoyage des installations avec de l'eau et du savon est une routine quotidienne pour les élèves, sans distinction de sexe. L'enseignant en service procède à un contrôle pour s'assurer que la propreté est maintenue. C'est ce qu'on appelle Suivi en balade (MBWA- en anglais). Le mercredi est la journée de la santé où les élèves et les enseignants se réunissent pour apprendre les uns des autres à travers des poèmes, des chants et des pièces de théâtre/démonstration ou un débat sur des thèmes liés à l'hygiène. Certaines des activités d'apprentissage comprennent des discussions.

Les urinoirs pour filles attirent des visiteurs

Les installations, en particulier les urinoirs pour filles, ont attiré des visiteurs de l'intérieur du Kenya et de la Tanzanie, de l'Arabie saoudite, des États-Unis et d'autres pays. Cela a été une grâce pour l'école. Les enfants ont fait naître un sentiment de responsabilité et d'autodiscipline à travers la formation, l'utilisation et l'entretien des installations.



Latrines pour enseignants



L'école Atono dispose d'un club de santé bénévole dont les membres se réunissent régulièrement pour répéter des poèmes, des chants et du théâtre.

Le lavage des mains à l'air simple, mais requiert plusieurs étapes ; se tremper les mains, appliquer et faire mousser le savon, se nettoyer les doigts

et les ongles, se nettoyer entre les doigts, se rincer et se sécher à l'air libre. Les mains propres ne doivent pas être séchées avec un chiffon, car ce geste peut propager les germes sur les mains. Les démonstrations régulières par les enseignants contribuent à inculquer les bonnes pratiques de lavage des mains chez les élèves.

La mise en œuvre n'a pas été facile. Il a fallu persuader la communauté de soutenir le programme d'hygiène et d'assainissement, en apportant une contribution en argent. Cette situation a retardé son démarrage, mais après plusieurs séances de formation, quelques intervenants sont arrivés à comprendre les avantages et le projet a commencé avec près d'un an retard. Le comité de direction de l'école s'assure maintenant que de l'argent du Fonds de l'enseignement primaire gratuit soit mis de côté pour réparer des pannes et acheter du savon. La contribution de la communauté est destinée au paiement des ouvriers qui s'occupent de la réparation.

Contact: Daniël Odhiambo, e-mail: antonoschool@yahoo.com

Les blocs de toilettes sont peints avec des dessins et des textes attrayant illustrant la façon d'utiliser ces ouvrages et comment se laver les mains après leur usage



Des urinoirs hors site pour filles



Photo's : Ingeborg Krukkert, IRC

Aider les femmes à s'adapter au changement climatique dans les villages marocains

Article Proposé au Bulletin Source "Racontez –nous une Histoire pour la fierté et une récompense", lancé en février 2010

Impossible d'éviter le fleuve Ameqrane alors que nous nous sommes lancés vers les villages de Boumaad et Tiza. Les ruisseaux et mares sont boueux, tandis que sur la rive gauche une bande d'eau se fraie un chemin vers le grand Fleuve, comme un serpent rampant vers une destination bien connue, chargée d'eau venant d'une source claire dans la partie supérieure de la montagne.

Un troupeau de chèvres brunes paissent, en compagnie de quelques moutons affamés recherchant goulument de l'herbe.

Un homme, saupoudré de galets et de sable au milieu de la rivière lève la tête au passage des deux 4X4 pressés de rejoindre le village de Boumaad à travers la vallée Ameqrane.

Un tournant nous éloigne de la rivière et de la montagne. Des nuages de poussière s'élèvent, nous forçant à nous frayer un

passage, petit à petit, le long de la route en terre étroite conduisant au village d'où on peut admirer l'imposante rivière Ameqrane.

Village de Tiza

Les habitants de Tiza dépendent des cultures annuelles de céréales, des légumineuses, des olives, des fruits et de l'élevage. Le changement climatique a une incidence négative sur ces cultures traditionnelles, les rendant moins rémunérateurs et plus préjudiciables à l'environnement local.

Le sol argileux et fertile est aujourd'hui menacé par l'érosion des sols, les inondations et les sécheresses. Ces phénomènes rétrécissent la superficie des terres arables et détruisent le couvert végétal, en détruisant l'écosystème. Ceci à son tour aggrave la pauvreté et l'exode rural, en particulier chez les jeunes hommes. Les populations de Boumaad

et de Tiza font face aux inondations destructrices et à de graves sécheresses.

Adaptation au changement climatique

Une étude de terrain a documenté l'impact de la montée du niveau de la mer et des phénomènes météorologiques extrêmes sur les systèmes naturels et socio-économiques, y compris l'avancée de l'eau de mer, l'érosion de la plage et des sols. Ces changements influenceront négativement les conditions de vie dans la région.

L'étude scientifique a été conduite par Adaptation aux changements climatiques au Maroc (ACCMA- an anglais), un projet financé dans le cadre du Programme d'adaptation aux changements climatiques en Afrique (ACCA), par le Centre de Recherches de développement international (Canada) et le Département

pour le développement international (DFID) du Royaume-Uni. Des réunions de consultation se sont penchées sur la nécessité de s'adapter au changement climatique et d'améliorer les conditions de vie de la population dans les villages de Boumaad et Tiza dans la partie orientale du Rif, à proximité de la mer Méditerranée. Les efforts comprennent la collecte des eaux pluviales et le développement de nouvelles techniques agricoles et de préservation des sols, afin de maintenir le système écologique local, briser l'isolement de la région et appuyer les capacités d'adaptation locales.

Le Docteur Abdellatif Khattabi, coordinateur de l'ACCMA et professeur à l'Ecole nationale d'ingénieurs forestiers, confirme que les prévisions laissent entrevoir une augmentation des températures, une baisse de la pluviométrie, une aggravation de la sécheresse conjuguée à une grande variation entre la demande et l'approvisionnement en eau. L'étude vise à renforcer les capacités locales des populations à s'adapter au changement climatique et à améliorer leurs conditions de vie grâce à l'amélioration des pratiques agricoles et de gestion de l'eau.

Effets directs et réalisations

Des stratégies détaillées de gestion des sols et de l'eau ont été élaborées en coopération avec les habitants, pour sélectionner des variétés d'arbres comme l'olivier, le caroubier, les amandiers et les figuiers, qui s'adaptent facilement à la pénurie d'eau, à la salinité des sols et à l'érosion, et d'autres techniques agricoles qui favorisent une forte valeur ajoutée des cultures, la construction d'un réservoir de stockage et la promotion de système d'irrigation goutte à goutte, ainsi que des essais et l'application de nouvelles techniques visant à maintenir la qualité des sols.

L'Avis des Experts : L'urbanisation accélérée de l'Afrique augure de l'entrée du continent dans la modernité

Quels sont les enjeux de l'ENJEUX DE L'URBANISATION en Afrique ?

En 2010 près de 400 millions d'Africains vivent dans une ville, soit près de 39 % de la population, contre 3 % il y a un siècle. D'ores et déjà, les citadins représentent plus de 60 % de population en Afrique du Nord, près de la moitié en Afrique centrale, 40 % en Afrique de l'Ouest et entre 30 et 35 % en Afrique de l'Est et en Afrique australe. En 2030, le continent comptera environ 760 millions de citadins, près deux fois la population de l'Union Européenne. Les villes africaines représentent dès à présent des

Le projet ACCMA a organisé des ateliers de formation pour renforcer les capacités de la communauté à acquérir de nouvelles compétences et expertises dans l'adaptation au changement climatique à travers, notamment, la gestion de l'eau, l'entretien des bassins d'eau pluviale et des cultures locales durables. Le but est d'améliorer les conditions de vie, réduire la pauvreté et la vulnérabilité, et arrêter ou du moins réduire l'exode rural, en préservant l'écosystème et l'agriculture locale.

Obstacles et entraves

Il existe de nombreux obstacles à l'exécution des activités communautaires à l'intérieur de Tiza, et une certaine réticence à faire participer les femmes, malgré le rôle important qu'elles jouent dans la gestion des ressources naturelles et la manière dont elles sont touchées par le changement climatique. L'Association Tafedna pour le développement et la Solidarité, avec l'aide du projet ACCMA et le Programme d'adaptation à base communautaire (ABC) fait actuellement de sensibilisation et organise des activités à l'intention des femmes.

Impact sur les femmes

L'étude de l'ACCMA vise à renforcer la capacité des femmes à acclimater leur environnement agricole au changement climatique, en particulier aux défis de la raréfaction des ressources en eau, l'appauvrissement du couvert végétal, l'érosion des sols, la perte des récoltes et de bétail et la destruction de l'environnement et des structures de base.

Les femmes représentent 75% de la population du village, puisque la plupart des hommes ont migré temporairement ou définitivement à la recherche de pâturages plus verts pour leur bétail. La subsistance dans le village repose sur les cultures traditionnelles annuelles complétées par l'élevage d'ovins et l'apiculture, la pêche

opportunités économiques et de marchés très intéressantes. Cela sera encore plus le cas dans les deux prochaines décennies, ce d'autant que de nombreux experts estiment que la croissance économique des pays africains est durablement orientée vers la hausse. Dans certains pays, des taux de croissance urbaine de l'ordre de 7 % ne sont pas rares. Une telle croissance représente le doublement de la population et de la superficie des agglomérations en moyenne tous les dix ans. Il s'agit d'un défi immense, que les responsables nationaux et locaux d'Afrique doivent se préparer à relever.



Transport d'eau dans la partie orientale de la région du Rif au Maroc

et le commerce. Les femmes jouent un rôle majeur dans le processus agricole.

Boumaad manque d'eau potable courante et certaines maisons se trouvent à plus de 1,5 km de la source d'eau potable la plus proche. Une femme peut passer une heure et demie par jour à transporter de l'eau pour la boisson, les tâches ménagères, l'agriculture et l'irrigation.

Contrairement à un homme, une femme ne peut pas quitter le village pour aller chercher d'autres sources de revenu. Elle dépend des ressources locales et n'a presque pas de possibilités d'éducation. Le projet ACCMA leur donne l'occasion d'acquérir de nouvelles compétences et de participer à plusieurs activités.

Le projet comprend un programme d'alphabétisation pour les femmes et les filles du village et compte faire des canalisations pour le transport de l'eau potable et d'irrigation, la construction d'un petit barrage et l'adoption d'un projet pilote d'irrigation au goutte à goutte. Il vise à améliorer les connaissances des femmes sur le changement climatique, l'application de techniques agricoles adaptées et de gestion de l'eau grâce au partage d'informations et d'expertise lors de visites sur le terrain à d'autres projets.

Tafraouti Mohammed, journaliste indépendant, Président du réseau marocain de presse sur le développement environnemental et durable

Cette urbanisation est donc un mouvement irréversible et correspond à un rattrapage de l'Afrique par rapport au reste du monde. En effet l'Afrique est la dernière région du monde à avoir engagé sa transition démographique, devant la faire passer de l'équilibre de la mort (beaucoup de naissances et beaucoup de décès) à l'équilibre de la vie (peu de naissances et peu de décès). On estime que la courbe ascendante de la transition démographique connaîtra son asymptote vers les années 2050. Durant cette transition démographique le nombre de naissances excède de beaucoup le

nombre de décès ; tous les besoins sont en conséquence décuplés. En général aussi, dans le même temps, on assiste à une recomposition du peuplement entraînant de nombreux déplacements des populations des régions pauvres vers les régions plus riches, de l'intérieur du continent vers les zones côtières, des zones rurales vers les zones urbaines. Les densités de population s'accroissent et, avec elles, les opportunités mais aussi les risques.

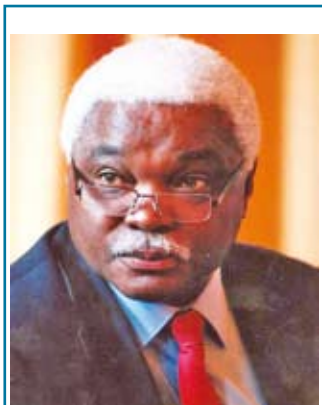
Quels nouveaux MODES DE GOUVERNANCE permettront de relever ces défis ?

Dans le cas de l'Afrique, ce nouveau "paysage" du peuplement crée des difficultés dans la gouvernance, non seulement des États, mais aussi des territoires. Dans de nombreux pays, on observe que dans diverses localités, 1 habitant sur 4 ne vivait pas là dix ans auparavant. Un renouvellement aussi rapide des populations résidentes ne permet pas d'asseoir un sentiment d'appartenance suffisant pour permettre le développement d'une véritable citoyenneté et de partager une vision commune du développement de la cité. Il est difficile dans ces conditions que la représentation des populations soit ressentie comme légitime dans la durée, ce qui a pour résultat une certaine instabilité institutionnelle.

Cette instabilité institutionnelle doit être considérée comme normale dans la période historique que connaît l'Afrique. C'est dire combien les qualificatifs d'États faillis qu'on utilise parfois pour décrire généralement les pays africains font peu cas des données structurelles liées aux dynamiques démographiques et de peuplement. L'instabilité institutionnelle et cette extrême mobilité des populations entraînent parfois des poussées de xénophobie dans les zones d'accueil, où les populations dites autochtones expriment leur peur ou leur sentiment d'être envahies par populations qui ne sont pas de là, les allogènes ou allochtones, accusés de venir rompre les équilibres préexistants. La transition démographique pose donc des problèmes énormes de gouvernance et en particulier de gestion stratégique de la collectivité nationale ou locale. Dans la mesure où le peuplement des territoires n'a pas encore atteint un niveau suffisant de stabilité, il est très difficile d'élaborer un projet susceptible de mobiliser également l'ensemble de la collectivité et même d'obtenir un consensus sur la manière de gérer la transition.

Quels MOYENS doivent être engagés pour assurer cette transition ?

La question qui se pose dans le cas d'une telle instabilité institutionnelle est celle de savoir s'il vaut mieux d'abord renforcer l'État (pour donner plus de force à sa capacité de solidarité et développer ainsi le sentiment d'un destin national) ou au contraire d'abord renforcer les collectivités territoriales et donc la décentralisation (pour que grâce à la proximité, la



Jean-Pierre Elong-Mbassi, urbaniste, secrétaire général de Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA)

citoyenneté locale soit, par agrégation, le ferment d'une citoyenneté nationale mieux assumée). Au cours des premières années des indépendances, la priorité a été donnée à la construction de la citoyenneté nationale, qu'on a voulu développer à toute force, à la limite dans la négation des identités et des particularismes locaux. Au cours années 1990, les États ne pouvant plus remplir tout seuls leur promesse d'accès de tous à la modernité, ont initié d'une part, la politique de libéralisation de la vie publique et d'autre part, la politique de la décentralisation qui a consisté à transférer aux collectivités territoriales certaines compétences exercées jusque là par l'État central.

Cependant cet effort de décentralisation arrivait au plus mauvais moment, alors que les États africains sortaient d'une crise profonde des finances publiques. La plupart des pays ayant dû adopter des politiques d'ajustement structurel, les transferts de compétences aux collectivités territoriales ne se sont pas accompagnés de la nécessaire délégation des ressources. On espère qu'aujourd'hui, avec la fin de la période de marasme et l'amélioration constatée de la situation économique et financière de la plupart des États du continent, un meilleur partage des ressources et de la dépense publiques entre l'État central et les collectivités territoriales pourra être réalisé.

Les INFRASTRUCTURES DE L'EAU ont-elles été correctement priorisées par les États et les collectivités ?

Lorsque les États sont dans la situation décrite ci-dessus, les priorités sont nombreuses et les acteurs de chaque secteur voudraient légitimement que celui-ci soit porté au premier rang des priorités des politiques publiques. Ceci vaut pour l'eau, comme pour l'énergie, la santé, l'éducation, l'habitat, les transports... Combien de fois n'a-t-on entendu les séminaires et ateliers sectoriels réclamer qu'au moins 10 % du budget national soient réservés à chacun de ces secteurs pour montrer la priorité que

le gouvernement leur accorde ? Si l'on additionne ces 10 % pour tous les secteurs concernés, on excède largement les 100% du budget national. Exiger comme on le fait trop souvent que les priorités des politiques publiques soient obligatoirement traduites dans les engagements budgétaires ne semble manifestement pas pertinent, même s'il est exact que les budgets nationaux ou locaux orientent effectivement les politiques publiques.

Nul ne peut valablement soutenir que l'eau n'est pas une priorité parce qu'elle ne bénéficie pas d'un traitement privilégié dans les budgets nationaux ou locaux. L'eau est manifestement un besoin naturel : tout le monde a besoin d'eau et il n'existe guère d'activités économiques qui n'en dépendent d'une manière ou d'une autre. L'eau est en conséquence priorisée de toute façon par tout le monde. Cependant la manière d'y avoir accès peut varier, d'abord en fonction des contraintes naturelles, ensuite en fonction des usages. C'est là que peuvent intervenir des choix quant aux priorités d'usage ou aux niveaux de service.

Si le besoin en eau est unanimement ressenti, tel n'est pas le cas pour l'assainissement. Or il s'agit des deux faces d'une même médaille : ne dit-on pas que l'eau est nécessaire à la vie, et que l'assainissement et l'hygiène sont la condition d'une vie humaine digne ? Par ailleurs, la perception de la relation entre l'eau et la santé reste très faible. La Décennie d'action L'eau source de vie (2005-2015) a un impact considérable en Afrique en matière d'accès à l'eau potable. Le chaînon manquant reste l'assainissement. Pourtant si l'assainissement est laissé pour compte, cela aura tôt ou tard des conséquences dommageables sur la santé humaine et sur la qualité de la ressource en eau, L'urgence est donc à l'adoption d'approches globales et intégrées des problèmes de l'eau, approches qui doivent largement s'inspirer des démarches du développement durable, et des besoins de long terme reflétant les mutations du peuplement observées au niveau des territoires locaux mais aussi et de manière générale, au niveau des grands bassins hydrographiques.

*Propos recueillis par Martine Le Bec – h2o.net
La totalité de l'interview sur le site de l'IRC –
[www.fr.irc.nl]*

*Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique,
United Cities and Local Governments of Africa,
22, rue Essaiedine Hassan, Rabat, Maroc
CGLUA – [www.uclga.org]*



Comprendre les niveaux de service que préfèrent les gens (L'histoire de Bismark DA)

De nombreux usagers de l'eau en milieu rural apprécient tellement l'accès facile à l'approvisionnement en eau qu'ils ne voient pas pourquoi ils devraient aller plus loin pour trouver une source d'eau sans risques.

Dodorkope est une communauté rurale d'environ 1 200 habitants de l'Assemblée de district de Ketu Sud (KSDA- en anglais) dans la région de la Volta, au Ghana. La principale activité économique est l'agriculture de subsistance et KSDA la considère comme l'une des communautés pauvres du district. Dodorkope a quatre sources d'eau officielles, dont trois forages équipés de pompes manuelles et un forage à pompe pedalflo. La communauté dispose également de deux puits communaux creusés manuellement (HDWs- en anglais). Au moment de la visite, le système pedalflo était en panne



Le puits est de la même qualité que la pompe

depuis plus d'un an. Selon les normes du secteur, cette communauté, avec quatre installations d'eau officielles a une couverture de 100% et doit avoir accès à l'eau potable. Toutefois, l'impression générale de la communauté était que les gens accédaient à leurs puits creusés à la main plus souvent qu'aux sources d'eau officielles.

Les puits sont dits sources d'eau non améliorées par l'Agence communautaire de l'eau et de l'assainissement (CWSA). La grande question est alors de savoir pourquoi les gens puisent encore de l'eau provenant de sources non améliorées ? Il apparaît que les raisons se centrent sur la qualité, la commodité du service et d'autres facteurs interdépendants.

Les usagers sont plus susceptibles d'opter pour ce qu'ils estiment leur fournir le plus haut niveau de service. Certains pensaient que les puits creusés à la main fournissaient de l'eau de même qualité que les sources officielles et ne voyaient donc pas la nécessité d'aller chercher cette dernière. "Ah, ah, le puits a la même qualité que les pompes, pourquoi

devrions-nous aller en acheter ?" demanda une personne de ménage interrogée. Un autre déclara : « Nous sommes plus près du puits creusé à la main ; l'eau a la même qualité que celle de la pompe et de toute façon il est plus facile de la tirer du puits que de la pomper" .

Les usagers ne peuvent pas toujours donner une seule raison qui les pousse à opter pour un service particulier. La plupart des gens en milieu rural semblent préférer les sources qui leur sont plus proches comme le montre l'expérience de terrain dans d'autres régions. Un lac a été très fréquenté dans une communauté parce que les usagers vivent trop loin de la seule source d'eau officielle. Dans une autre communauté les usagers ne se servent pas d'un projet d'eau mécanisé, parce qu'ils ne voient aucun besoin d'acheter une installation pendant qu'un barrage situé au même endroit peut être exploité gratuitement.

A Dodorkope, la commodité du service implique une facilité d'accès aussi en terme de distance de puisage de l'eau. Cette communauté dispose des "vendeurs d'eau mobiles" qui acheminent l'eau des points d'eau aux domiciles des clients, moyennant une rétribution. Les fournisseurs disent qu'ils vont chercher l'eau aux puits creusés manuellement parce que : « la qualité est la même que celle des pompes », c'est plus facile que de pomper l'eau aux points d'eau officiels et « les clients sont satisfaits ». Ils estiment que comme l'eau est gratuite, ils ne facturent que leurs services mais pas l'eau.

La réalité est que les vendeurs facturent plus s'ils prennent l'eau dans les forages équipés de pompes manuelles, car ils doivent l'acheter et ont un travail de pompage supplémentaire à faire. Une vieille dame de 65 ans déclara : « Je ne peux pas pomper les forages et mes petits-enfants sont trop jeunes pour aller chercher l'eau ».

Les services de fournisseurs semblent être largement utilisés. La communauté dispose de 8 vendeurs ambulants et il semble que près de la moitié des ménages ont souscrit pour accéder à ce niveau de service perçu comme élevé. Une femme d'un ménage de cinq personnes a déclaré avoir dépensé une moyenne de 2 cedis ghanéens (1,40 USD) par semaine pour les services des fournisseurs. Elle estime que c'est un prix abordable, car il la dispense de

subir le stress lié à l'approvisionnement en eau. Une autre personne interrogée a indiqué que depuis deux ans, son ménage n'avait pas fréquenté d'autres sources d'eau que le puits privé creusé à la main qui a été construit à leurs frais, pour des raisons de convenance ("niveau de service élevé"). En général, le fait d'utiliser les services des fournisseurs et d'être propriétaire de puits privés creusés à la main à domicile est perçu comme étant comparable à des raccordements de maison et/ou de concession à des systèmes courants.

Pour les usagers de l'eau en milieu rural, l'accessibilité et la capacité de payer peuvent être décisifs, mais ne vont pas toujours dicter le choix de leur source d'approvisionnement. Les niveaux de service déterminent les choix de sources d'eau par les ménages, qu'elles soient aménagées ou non. De toute évidence, il est nécessaire de comprendre les services que les gens choisissent avant de planifier la mise à disposition de nouvelles installations, afin d'optimiser les ressources. Une communauté comme Dodorkope n'a pas forcément besoin de forages supplémentaires à pompes manuelles. La conversion d'un ou de deux de leurs forages situés à proximité en systèmes d'eau mécanisés ayant des niveaux de service plus élevés que les forages équipés de pompes manuelles peut être une meilleure façon de répondre à leur niveau de service préféré.

Cette histoire a été formulée à partir des entretiens que le rédacteur a eu avec des personnes interrogées au niveau des ménages et des vendeurs d'eau, lors d'une visite de l'équipe de WASHCost sur le terrain.

Par Bismark Dwumfour-Asare, chargé de recherches, WASHCost Ghana



Un des puits creusés à la main

Madagascar : les scouts se révèlent être des promoteurs influents de l'hygiène

La Fédération du scoutisme de Madagascar est une force considérable de changement, en raison de la richesse de son expérience dans la mobilisation communautaire et l'engagement des jeunes. La vivacité des Scouts, soutenus par la Coalition Diorano-WASH, a fait de leur projet Eau, hygiène et assainissement (EHA, WASH en anglais) une expérience exceptionnelle de prise de conscience sociale et d'apprentissage exceptionnellement riche.

La Coalition Diorano-WASH a créé un partenariat avec la Fédération du Scoutisme pour développer une initiative innovante de promotion de l'hygiène conduite par les jeunes eux-mêmes et touchant 50 000 membres dans toutes les régions du pays.

Les activités portent sur l'apprentissage et le renforcement des capacités des Scouts sur les trois principaux messages EHA de Diorano : "Lavez-vous les mains au savon", "Utilisez des latrines hygiéniques," et "Transportez et stockez l'eau en toute sécurité". Les filles et les boys scouts ont créé une ambiance de carnaval en Novembre 2009 lors d'un rassemblement dans la rue où les scouts ont démontré les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement au public. En outre, 180 scouts ont pris part à un concours de chant, tandis que d'autres participaient à une campagne médiatique. Les Scouts se sont également engagés activement dans la production d'un court documentaire, qui a été diffusé sur les chaînes de télévision dans le pays.

La Coalition Diorano-WASH est une coalition multipartenariale comprenant des membres du gouvernement, des Organisations non gouvernementales et des organisations confessionnelles et du secteur privé. La Coalition Diorano-WASH de Madagascar fonctionne aussi comme une Coalition nationale WASH du WSSCC et son Secrétariat exécutif est assuré par WaterAid.

En 2009, les efforts de collaboration ont eu lieu à deux endroits : la commune urbaine de Nosy Be, et la commune rurale de Mahitsy, où nous avons rencontré le Chef scout Haingo, son bébé Misanda, et le Scout local Sahaza.

Articulation avec la santé du bébé

Haingo, 19 ans, est marié à Tsilavina, et ils sont tous deux Chefs scouts à Mahitsy. Leur petite fille Misanda est âgée d'un an.

Haingo déclara : « Depuis que le projet AEHA de Diorano a commencé, j'ai essayé de mettre en pratique ce que nous prêchons aux Scouts sous ma supervision. Avant, je me contentais de me laver les mains à l'eau, mais maintenant j'utilise du savon le plus souvent. Au début, il n'était pas très facile de faire le lien entre la santé de Misanda et un bon lavage des mains et des pratiques d'hygiène, mais maintenant nous savons et adoptons cette pratique très au sérieux. Pour rendre cela plus facile pour moi, Tsilavina a construit un robinet Tippy dans notre cour.

« Je trouve que les trois principaux messages AEHA de Diorano sont faciles à mettre en pratique et à transmettre aux autres. Je tiens une petite épicerie. Comme c'est la saison des mangues, je vends des jus de fruits que je prépare. Je ne rate jamais l'occasion de rassurer mes clients sur la propreté de l'eau que j'utilise et je leur fais des suggestions sur la façon de conserver leur eau potable à la maison. En ce qui concerne la promotion d'une prise de conscience générale par rapport aux latrines hygiéniques, je trouve que c'est un travail de longue haleine, mais les Scouts peuvent y contribuer à leur manière. Lors de notre dernier camp scout, la construction de latrines a constitué un intérêt particulier pour les organisateurs ».



Débat animé autour de l'hygiène

Sahaza, 15 ans, est une éclareuse enthousiaste. Les événements de Mahitsy lui ont donné l'occasion d'animer un débat sur les pratiques d'hygiène : six mois plus tard, elle est toujours séduite par le sujet. « Nous étions deux jeunes scouts à animer le débat sur les questions d'AEHA. Grâce aux séances d'information et à la préparation personnelle, je peux dire que je suis très fière de notre travail. Avant j'avais toujours pensé qu'il serait difficile de réunir les adultes et les jeunes pour discuter des questions d'hygiène et d'assainissement. Le débat a été très animé et nous continuons à parler de nos expériences au niveau local. Je voudrais avoir plus d'occasions de développer ces compétences en animation. Je pense que cela est ma contribution à un changement de comportement dans ma communauté ».



Nous envisageons de développer et d'étendre cette excitante initiative de sensibilisation qui touche des milliers d'autres membres scouts et communautés à travers Madagascar.

Cet article a été rédigé par un membre du WSSCC, Rindra Rakotojoelima, Administrateur adjoint AEHA de Diorano, Water Aid Madagascar et chef scout elle-même. Pour plus d'informations, contacter Rindra par courriel au (RindraRakotojoelima@wateraid.org).

Nigeria : sensibilisation des autorités locales et régionales en matière d'assainissement et d'hygiène

En matière d'intervention en assainissement et en hygiène, il est généralement admis qu'une approche qui sollicite et intègre les souhaits et les besoins de la population fonctionne mieux. Cependant, parfois, ce qui fonctionne "en haut" doit être reproduit au niveau local et national / régional.

Au Nigeria, par exemple, une forte coordination au niveau national est réalisée par le Groupe national de travail sur l'assainissement (NTGS), un organisme multipartite qui fonctionne également comme la Coalition nationale WASH du WSSCC. Le NTGS a réussi à coordonner, planifier, élaborer des politiques sectorielles, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des interventions de l'hygiène et de l'assainissement. Cela est toutefois resté essentiellement au niveau national sans réplique aux niveaux Etat et de l'Agence de collectivité territoriale (LGA). Ceci est absolument nécessaire, étant donné que moins de 50 millions sur les 150 millions de citoyens du Nigeria ont accès à un assainissement sûr.

Néanmoins, veiller à ce que la coordination efficace au niveau national soit répandue au niveau local et régional est difficile. Pour répondre à ce besoin, un atelier de sensibilisation sur la coordination de l'hygiène et de l'assainissement a été organisé par le NTG les 16 et 17 juin à Makurdi au Nigeria, avec l'appui de l'UNICEF et du WSSCC.

Les interventions politiques et de campagne

Le NTGS a prévu cet atelier avec les parties prenantes pertinentes, dont les représentants du gouvernement d'Etat, les médias et les membres du WSSCC pour élaborer des stratégies sur les modalités de réplication du groupe de travail au niveau de l'Etat. Le but était de reproduire le mécanisme de coordination au niveau Etat et du LGA et aussi de mieux impliquer les membres du WSSCC au Nigeria en matière de programmation et de politique/campagne d'interventions en matière d'hygiène et d'assainissement.

« L'atelier est destiné à rendre les acteurs du niveau Etat conscients des politiques, des stratégies et des interventions soutenues par le NTGS au niveau national qui doivent être reproduites au niveau des Etats », a déclaré Ifeoma Charles Monwuba, qui travaille pour Action Aid Nigeria et est la coordonnatrice nationale du WSSCC dans le pays. "Il visait également à mettre d'accord sur les modalités de reproduction des fonctions et des activités du NTGS dans les Etats et les associations de collectivités locales, grâce à la formation du Groupe de travail de l'assainissement (STGS) et des Groupes locaux de travail de l'assainissement (LTGS)."

Plus de 90 participants travaillant dans le secteur ont été rassemblés dans les 36 Etats et la capitale fédérale, représentants des Ministères, des départements et agences (MDA) ayant des responsabilités en matière d'assainissement aux niveaux fédéral et étatique. L'UNICEF, WaterAid, les membres nigériens du WSSCC et les médias y ont également pris part.

Pour recevoir une copie du rapport de l'atelier et de toutes ses recommandations, contacter Mme Ifeoma Charles par courriel au (ifycharles@yahoo.com).

Nouvelles du Secrétariat du WSSCC



Le WSSCC engage 5 millions de dollars pour le travail d'hygiène et d'assainissement au Sénégal à travers le Fonds mondial pour l'assainissement

Au cours d'une cérémonie présidée fin juin par l'honorable Adama Sall, ministre de l'Urbanisme et de l'assainissement du Sénégal, le WSSCC s'est engagé à investir 5 millions de dollars (3,9 millions d'euros) au Sénégal au cours des cinq prochaines années à travers son programme du Fonds mondial pour l'assainissement (GSF). Avec une prévision similaire pour Madagascar en mars, un montant de 10 millions de dollars (7,8 millions d'euros) a été engagé par le WSSCC en 2010 à travers le premier fonds multi-donateurs visant à aider plus de personnes à atteindre un assainissement sûr et à de bonnes pratiques d'hygiène. La nouvelle Agence d'exécution chargée de la mise en œuvre à l'intérieur du pays au Sénégal est l'AGETIP [www.agetip.sn], agence nationale de développement à but non lucratif. Un processus de développement et de consultation multipartenarial de deux ans a abouti au lancement du programme le mercredi 30 juin à Dakar. L'AGETIP, avec le WSSCC et les partenaires nationaux (y compris les très prochains sous bénéficiaires), se sont engagés à travailler pour améliorer la santé, l'environnement et les niveaux de bien-être par le biais d'une meilleure programmation de l'assainissement et de l'hygiène guidée par la demande au Sénégal. Le lancement au Sénégal est le dernier du programme global de passation des marchés et de

mise en œuvre en cours d'élaboration par le WSSCC de son programme du Fonds mondial pour l'assainissement, en collaboration avec les partenaires des pays du GSF initial. En plus de Madagascar et du Sénégal, ces pays comprennent le Bangladesh, le Bénin, le Burkina Faso, le Cambodge, l'Éthiopie, l'Inde, le Malawi, le Népal, le Nigeria, le Pakistan, la Tanzanie, le Togo et l'Ouganda. Les gouvernements de l'Australie, des Pays-Bas, de la Suède, de la Suisse et du Royaume-Uni sont des contributeurs au Fonds mondial pour l'assainissement.

Pour en savoir plus, consultez le chapitre du Fonds mondial pour l'assainissement au [www.wsscc.org].

Le WSSCC et l'Institut de développement d'Outremer publient une note d'informations sur le plaidoyer dans l'hygiène et l'assainissement

En 2009, le WSSCC a travaillé auprès des organisations non gouvernementales internationales Tearfund et l'Institut de développement d'Outremer (ODI) basés au Royaume-Uni. Le but était d'examiner comment les professionnels du secteur plaident pour l'hygiène et l'assainissement auprès de ceux de la santé - la façon d'améliorer ce plaidoyer. Un certain nombre des principaux spécialistes de l'assainissement et de l'hygiène, ainsi que des professionnels du secteur de la santé et des coordinateurs nationaux du WSSCC y ont apporté leur contribution. Les résultats sont résumés dans une note d'informations de l'ODI intitulée "Plaidoyer pour l'assainissement et l'hygiène : ouvrir les portes de la santé". Le rapport examine comment les praticiens de la santé perçoivent les questions d'hygiène et d'assainissement, comment les professionnels de l'hygiène et de l'assainissement peuvent renforcer le plaidoyer pour des services améliorés et quelles sont les capacités et les besoins de la recherche vis-à-vis de la formation du personnel de santé dans les interventions préventives sur l'hygiène et l'assainissement.

Cliquez ici pour télécharger la note d'informations au format PDF : [www.odi.org.uk/resources/download/4834.pdf]

So Ava : la salubrité du lac

Dans la commune lacustre de Sô Ava au Bénin, des organisations à base communautaire contribuent à combler le large déficit en matière d'information sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA).

Nous sommes à l'embarcadère d'Abomey Calavi pour Ganvié. Un des plus beaux décors du monde. La verdure de la prairie qui borde la lagune, la fraîcheur vespérale : tout y est un appel à l'aventure au large du lac Sô sur lequel se dresse à quelques dizaines de kilomètres, la commune de Sô Ava. Le soleil qui meurt là-bas à l'horizon fluvial, lance lui aussi un appel à spectateurs. Ni le cri des oiseaux, ni le bruit sourd du marché mobile, ni les allées et venues de barques manuelles ou motorisées, rien n'enlève la joie à ce paradis local qui vous envahit.

Le lac et ses habitants se meurent

Le paradis est aussi celui des femmes et adolescentes auxquelles les pêcheurs confient les produits de la pêche pour la commercialisation. Un recueil féminin de harengères plongées dans leurs halles de crabes, de carpes, de crevettes et d'anguilles. Les filles apprennent au fil du temps et au fil de l'eau auprès de leurs mères le mode de vie qu'elles vont transmettre à leur progéniture. Elles ne goûteront pas à la cravache de l'instituteur puisque l'école grande ouverte les attend désespérément. Elles jettent les ordures là, urinent là, chantent là, se réjouissent là



Les femmes et adolescente avec les produits de la pêche

puisqu'elles n'ont ni latrines publiques, ni robinets publiques. L'odeur et la poubelle de sachets, de bois, d'ordures de toutes sortes qu'est l'embarcadère sont une preuve indélébile que l'eau du lac se pollue en douceur.

Le show touristique des femmes d'ici n'est qu'un avant goût de l'univers à découvrir dans la profondeur du champ lagunaire : Sô Ava et ses splendides cités! Voilà pourquoi par un matin ou un soir, touristes et curieux emboîtent le pas. L'eau est divisée en terroirs où chaque famille habite et exerce ses activités de pêcheur. Les pailles et les arbustes qui encadrent les terroirs et permettent de contenir les poissons laissent leurs débris dans l'eau. Remplacées par de nouvelles, les branches d'arbres et d'arbustes vont grossir les tas d'ordures et les milliers de tonnes de fèces au fond du lac. Toutes choses qui polluent l'eau et ralentissent l'évolution, voire tuent des poissons. A cela, s'ajoute les maladies liées à l'eau. Selon un rapport du ministère de la santé publique en 2006, les affections gastro-intestinales et les diarrhées constituent 11,4% du total des affections et la commune de Sô Ava sont un générateur majeur de ces maladies. Un jour, un de ces jours, le tourisme va prendre fin, parce que l'eau qui sauve ces populations et leur permet d'être le spectacle des touristes sera sans poisson et toxique.

Avec près de 80 000 âmes, la commune de Sô Ava est une localité lacustre par excellence et célèbre pour son côté tourisme. Mais le trou au niveau de l'assainissement, de l'hygiène et de l'accès pour tous à l'eau potable terni -au moins aux yeux des activistes- l'image de cette immense commune voisine de Cotonou.

Quelques interventions

Au Bénin, plusieurs organisations de la société civile comme, la Coalition WASH, POPDEV Bénin, CREPA Bénin, le PNE Bénin entre autres, sensibilisent au niveau national sur l'eau, l'hygiène

et l'assainissement (EHA). Ici dans la commune de Sô Ava, l'organisation à base communautaire La Boussole de la cité (BC ONG) sensibilise les populations en partenariat avec la Coopération canadienne. Créée en 2003, BC ONG informe les populations et les mobilise pour des solutions collectives aux problèmes inhérents à l'EHA à Sô Ava avec pour cible les villages de Sô Ava Centre, Houédo Aguékou, Dékanmey, Vèkky, Sô Tchanhoué, Sô Zounko. En 2007, une campagne a rassemblé quelques 720 personnes dont 250 femmes autour des défis de l'EHA. Dans chaque village, plus de 120 personnes ont participé aux séances. Les organisations à base communautaire ont été formées et dotées de kit de sensibilisation en la matière. Les séances de sensibilisation sont suivies de campagnes de salubrité publique au cours desquelles des déchets solides ménagers ont été sortis du lac, groupés et enfouis dans le sol sur terre ferme. Plusieurs creusets de réflexions ont été organisés, y compris un « Forum des acteurs du secteur de l'EHA à Sô Ava » qui a rassemblé en août 2008 des centaines de gens dont les organisations à base communautaires, Advocacy, le défi, FÉDÉLac, Relai du défi, AJEP Hwenusu et BC ONG entre autres, de même que les autorités politiques, administratives et les populations lacustres.

La grande difficulté de cette intervention est la gestion des ordures collectées. Où les remettre après les avoir retiré du lac ? Il faudra peut-être les traiter et les recycler. Néanmoins, les sensibilisations de BC ONG ont permis de susciter et de mesurer l'engouement des populations pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Hommes, femmes, jeunes et moins jeunes, ont compris le lien de l'hygiène, de l'assainissement et de l'eau potable avec la santé. La masse populaire a compris que jeter des ordures nuit à l'environnement et à la biodiversité.

Pacôme Tomètissi (tometissi@gmail.com)

Présenté pour le Concours des histoires



Votre récit de terrain pour le concours de Source encore possible

Cette édition du Sources Nouvelles Edition Spéciale contient trois récits supplémentaires proposés au concours d'expérience de terrain 2010 de Source depuis Cuba, Benin et le Maroc. Plusieurs autres récits semblables sont publiés au <http://ircwssc.wordpress.com/>, notre blog « La voix de la communauté ».

Vous pouvez toujours soumettre au rédacteur (avant le 15 octobre) votre récit à notre appréciation pour le dernier numéro de Source Nouvelles Edition Spéciale en 2010.

Opinion : Ne laissez pas les débats les données entraver l'accès à l'assainissement et de l'eau pour des milliards de personnes ?

Un article paru dans la rubrique invité de Jon Lane sur le site web de l'IRC et dans la version électronique de Source news a suscité des commentaires intéressants de la part de professionnels du secteur de l'eau. Dans cette version papier, nous partageons l'article et les temps forts des commentaires en ligne de M. Lane. Des commentaires supplémentaires des lecteurs du bulletin Source sur l'opinion de M. Lane sont toujours les bienvenus par courrier, courriel à la rédaction de Source, ou en ligne au [\[www.irc.nl/page/53548\]](http://www.irc.nl/page/53548). L'assainissement pour tous est un objectif réalisable. Mais nous ne pouvons pas prendre le risque de la distraction qui pourrait nous faire perdre la volonté politique.

Un récent article [1] paru dans le journal The Guardian (Royaume-Uni) a suscité la critique sur les méthodes utilisées pour mesurer les progrès vers l'Objectif du millénaire pour le développement (OMD) pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Cela m'a intéressé, parce qu'il est tombé dans le piège de se concentrer sur un argument limité aux données.

L'Organisation mondiale de la santé a récemment indiqué que depuis 1990, 1,3 milliards de personnes avaient acquis une meilleure eau potable et 500 millions un assainissement de meilleure qualité. Le professeur Asit Biswas, président du Centre du Tiers-Monde pour la gestion de l'eau, a déclaré au Guardian que les chiffres officiels montrant que de nombreuses villes et pays ont atteint leurs cibles étaient des "bêtises". Toutefois, je crois que l'impression générale est que, même si les OMD étaient atteints dans leur intégralité, des milliards de gens vivent encore avec de l'eau et un assainissement de très mauvaise qualité.

Résoudre le problème est plus important que discuter de chiffres et de définitions. Le débat sur le changement climatique a montré comment les différends sur la méthodologie peuvent détourner dangereusement l'attention, le soutien du public et la volonté politique de la grande question.

En outre, Biswas induit en erreur quand il suggère que si, dans le monde en développement « Nous mettons du béton autour d'un puits -rien d'autre- il devient une "source d'eau améliorée", la qualité est la même ; mais vous avez "amélioré" la structure physique, ce qui n'a pas d'impact ». Mais il y a un impact. Mon expérience est que cette simple mesure, si

elle est bien faite et accompagnée d'une éducation à l'hygiène clairement raisonnable et des aménagements environnementaux, protège le bien contre la contamination fécale ou d'autres polluants.

Pour l'eau et l'assainissement, il existe de nombreuses technologies et interventions à faible coût, mais très efficaces. Les rejeter unilatéralement est imprudent. Au cours de mes 20 années passées dans le secteur de l'approvisionnement en eau et l'assainissement, j'ai vu un nombre suffisant de projets couronnés de succès dans beaucoup de pays les moins avancés, pour me convaincre que l'assainissement et l'eau potable sûre pour tous n'est pas qu'un rêve.

Il est également inexact de demander aux politiciens de se retirer de la gestion de l'eau et d'être remplacés par des experts techniques. Au contraire, les deux sont nécessaires. Il existe de nombreuses technologies avérées : ce qui manque le plus, c'est l'engagement politique. Une grande partie de nos efforts devrait être consacrée à convaincre les décideurs sur les avantages économiques et sociaux à tirer en investissant dans l'eau potable et l'assainissement.

La réalité est que plus de gens ont accès à l'eau potable. On reconnaît de plus en plus des occasions d'affaires liées à l'assainissement. Les gens doivent être convaincus de la demande d'assainissement et faire satisfaire cette demande par les entrepreneurs locaux. De cette façon, les toilettes pourraient devenir comme les téléphones mobiles : tout le monde en voudra et leur accessibilité financière va s'améliorer. Les fèces humaines (correctement compostées) devraient également être reconnues comme un bien économique et non un déchet. Les Chinois le savent depuis des siècles, et les autres nations ne font que les rattraper.

Il y a quelques années, parler de toilettes était encore tabou ; aujourd'hui, plus d'hommes politiques reconnaissent son importance et conduisent la révolution de l'assainissement. Les données de l'UNICEF et de l'OMS devraient servir de moyen pour nous aider à mesurer les progrès, mais pas être rejetées comme cause de lacunes.

Cette partie de l'opinion a été adaptée à partir d'une réponse publiée dans [The Guardian] le 6 mai 2010. [\[www.guardian.co.uk/commentisfree/2010/may/06/water-sanitation-millennium-development-goals\]](http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2010/may/06/water-sanitation-millennium-development-goals)

A propos de Jon Lane

Jon Lane, OBE, est ingénieur civil de profession. Il est le directeur exécutif du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC). M. Lane a été précédemment directeur de RedR (Ingénieurs agréés pour les secours aux sinistrés) et de WaterAid. Avant de rejoindre le WSSCC en 2007, il a travaillé comme consultant de haut niveau dans l'eau et l'assainissement. Sa passion est de donner à l'assainissement et l'hygiène une importance et une reconnaissance plus grandes.



Moments forts des commentaires

"Les faits réels ne sortent jamais"

"... Nous avons discuté de la méthodologie de collecte de données appliquée par le gouvernement indien sur différents paramètres de l'eau et de l'assainissement, avec l'appui des organismes internationaux et avons trouvé qu'ils sont manipulés. Les faits réels ne sortent jamais. Prenez par exemple le nombre d'habitations touchées par la qualité de l'eau (sous unité dans un village) en Inde : les faits sont complètement fallacieux et les organismes font du couper coller dans leurs rapports ..."

KN Vajpai, Prakriti un groupe de l'environnement de montagne en Inde : voir son commentaire intégral au [\[www.irc.nl/page/53925\]](http://www.irc.nl/page/53925).

Bravo à Jon

Réponse spectaculaire aux commentaires de Biswas dans le Guardian. Très apprécié !
Ned Breslin

Bravo pour la réponse à des pensées superficielles ...

Bravo à Jon Lane pour son excellente réponse à un article très futile paru dans le Guardian sur les OMD relatifs à l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Jon souligne que ce qui compte vraiment dans la prestation de services d'EHA – ce sont des solutions simples et à faible coût accompagnées d'éducation à l'hygiène, de la fourniture de l'assainissement par des entrepreneurs locaux, des politiques d'adhésion et la perception des déchets humains comme une ressource. M. Biswas a rendu un mauvais service aux professionnels dévoués qui travaillent dans ce domaine.

Marcia Brewster

[1] Le doute jeté sur la prétention selon laquelle les cibles des Nations Unies pour l'eau potable seront atteintes, [The Guardian], 26 avril 2010 [\[www.guardian.co.uk/environment/2010/apr/25/water-sanitation-expert-un-criticism\]](http://www.guardian.co.uk/environment/2010/apr/25/water-sanitation-expert-un-criticism)

Un projet qui a amélioré ma vie

Présenté en espagnol pour le Concours des stories

Chaque être humain désire vivre dans un environnement agréable. Quand j'étais enfant, j'ai grandi en écoutant mes parents et les voisins raconter l'histoire du petit lac dans le nord-ouest de la ville de Ciego de Avila, juste à quelques pâtés de maisons de chez moi, à Cuba.

Je me souviens avoir entendu qu'au milieu du siècle dernier, le lac prenait sa source dans une carrière d'excavation de ballasts destinés à la construction du chemin de fer du Nord de Cuba.

L'histoire que j'ai entendu était que, avec de fortes pluies, la carrière était complètement inondée quand elle a atteint le niveau de la nappe phréatique. Les niveaux d'eau ne baissaient pas, bien que quatre puissantes stations de pompage ("Turbinas" en espagnol) la pompaient pendant plus de 72 heures. C'est pourquoi le lac a commencé à être appelé La Turbina.



Avant le démarrage du projet

Cet endroit a alors été abandonné à son propre sort et a été utilisé comme déversoir de déchets solides et liquides. La végétation aquatique et des broussailles ont commencé à proliférer sur les rives du lac par la suite. Ce fut aussi un environnement propice aux activités criminelles. En outre, les gens nageaient dans cette eau de mauvaise qualité. Par ailleurs, le fait que le fond du lac était mouvant et instable a entraîné la noyade de plusieurs personnes. Pendant mon enfance, le barrage débordait souvent durant les tempêtes et nous ne pouvions pas aller à l'école pendant plusieurs jours. Nous avons dû faire face à nos maisons inondées, n'étant pas en mesure de faire quoique ce soit pour prévenir ou résoudre les inondations.

Je détestais tellement cet endroit à ce moment là que je n'aurais jamais pu imaginer que cette situation pourrait changer ou que je deviendrais un personnage actif dans cette histoire.

L'Ouragan Ike

Différentes administrations municipales ont tenté plusieurs fois d'améliorer

la situation, mais pour des raisons diverses, elles n'y sont pas parvenues. En 2008, l'ouragan Ike a provoqué de graves inondations qui ont terriblement frappé la ville. La collectivité territoriale a demandé à toutes les organisations compétentes de faire des propositions de projet visant à améliorer l'environnement local, les conditions de vie et accroître les possibilités récréatives pour les gens.

Un groupe multidisciplinaire a été créé, afin d'exécuter le projet avec des spécialistes de différentes organisations : les organisations et concepteurs de projet, l'Institut de la flore et de la faune, le Service provincial des ressources hydrauliques, la Société de service communal, le ministère de l'Environnement, etc. L'amélioration de la qualité de l'eau a été le premier problème à résoudre dans le cadre de ce projet, ainsi que celle de la collecte des eaux pluviales, afin d'éviter les inondations lors de fortes pluies.

Plusieurs bassins fluviaux rejettent leurs eaux dans la Turbina. Les paramètres du ruissellement maximal et les sources de pollution dans ces bassins ont été étudiés. Une proposition pour améliorer la qualité de l'eau a été présentée.

La solution aux inondations était plus complexe que prévue, parce qu'à l'époque le système de drainage de la ville était construit ; seul un caniveau était édifié et celui-ci n'était pas en mesure de supporter l'écoulement total des bassins fluviaux. Afin de prévenir les inondations, il a été décidé de construire un canal pour détourner l'eau des canaux secondaires au-dessus du barrage, où elles traversaient la route Nord, l'autoroute de Morón et la route principale, en déviant l'eau vers le bassin fluvial au nord voisin. Afin d'éviter les inondations, il fallait détourner l'eau provenant des fortes pluies, dont les prévisions statistiques montraient une probabilité de survenue de 5% (1 sur 20).

La qualité de l'eau a commencé à s'améliorer suite à une évaluation qui a révélé que neuf organisations déversaient des eaux usées dans le lac.

Une équipe d'inspection du Service provincial des ressources hydrauliques où je travaille a exigé que chaque organisation déversant des déchets produise une proposition visant à éliminer la source de pollution.

Parc populaire

Aujourd'hui, vous pouvez constater que même s'il n'est pas encore terminé, la popularité du parc s'accroît.



Une rue inondée au cours de l'ouragan Ike, 2008

Dès le début le projet a connu un tel succès que beaucoup de nouvelles idées ont été proposées pour l'enrichir. Malheureusement de nouveaux problèmes ont également surgi.

Le volume d'eau initialement calculé pour les installations du parc est aujourd'hui insuffisant. Nous travaillons actuellement sur la recherche de la qualité de l'eau, ainsi que sur l'étude de l'écoulement des eaux souterraines dans le lac. Selon le résultat, une décision sera prise sur l'utilisation de l'eau pour l'irrigation des espaces verts et les usages domestiques.

Il faut une station de traitement de l'eau et des canaux d'évacuation pour rendre cela possible. Ces ouvrages sont en cours d'approbation. Ce projet a suscité la participation populaire. Les installations sont très appréciées par tout le monde, et chaque citoyen à la possibilité de donner son avis.

Le projet a amélioré ma vie et ma ville est plus belle et plus sûre. Les enfants n'éprouvent pas de sentiments négatifs à l'égard du lac comme ce fut le cas pendant mon enfance. Ils se rendent au parc avec leurs parents ou les enseignants pour apprendre, s'amuser, faire du sport, de la pêche et apprécier la beauté et la propreté des lieux. Il n'y a pas de peur d'être violé ou agressé lors d'une promenade dans le parc. Les mauvaises herbes qui poussaient dans le lac ont été détruites et l'eau est devenue limpide. Toute la zone a été reboisée et elle ne sert plus de dépôt. Le parc est devenu la meilleure attraction de la ville, tant par la population locale que les visiteurs.

Retrouver l'histoire en intégralité en espagnol [<http://vozcomunitaria.wordpress.com/2010/07/20/un-proyecto-que-mejoro-mi-vida/>]

Auteur et photos : Betsy Pérez Marrero, Direction provinciale des ressources hydrauliques de Ciego de Avila



Après la construction du parc de la ville



Idrissa Doucouré, nouveau Directeur général du CREPA : une grande expérience du secteur Eau, hygiène et assainissement

Le nouveau Directeur général du CREPA était jusqu'à ce jour le Directeur des nouvelles initiatives de WaterAid basé au siège à Londres. Avant cela, Idrissa Doucouré a occupé le poste de Directeur régional de la même institution pour l'Afrique de l'ouest.

Entre 2000 et 2002, il a été le Directeur régional des programmes en Afrique de l'Ouest et du Centre de la JICA, l'Agence japonaise de coopération internationale. Pendant cinq ans auparavant, monsieur Doucouré a occupé le poste de Responsable du programme "Eau et hygiène environnementale" de l'UNICEF à Dakar.

Doté d'une grande expérience dans le domaine de l'eau, l'hygiène et l'assainissement, le nouveau Directeur général du CREPA a à son actif un grand nombre de publications au nombre desquels : vers l'assainissement total, les

barrières et moteurs socioculturels en Afrique de l'Ouest et du Centre (octobre 2009) ; WaterAid et Sharm el Sheik (novembre 2009) ; Tableau de bord des engagements et progrès pour faire face à la crise de l'assainissement en Afrique (Novembre 2009) et enfin Manuel de suivi évaluation – Comment le suivi évaluation peut soutenir un meilleur management des projets (décembre 2006).

Il se dit du nouveau Directeur Général qu'il dispose d'une grande expérience dans la formulation et la mise en œuvre de stratégies politiques et programmes de niveau mondiale dans l'optique d'améliorer les normes et d'accélérer les objectifs du secteur eau hygiène et assainissement.

Il remplace à ce poste M. Cheick Tidiane Tandia. Sa nomination a eu lieu lors de la 5ème session ordinaire du

Conseil des Ministres du Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement à faible coût (CREPA) qui s'est tenue à Ouagadougou au Burkina Faso du 14 au 16 juillet 2010.



Le Conseil a en outre désigné le ministre de l'Eau, de l'environnement et de la lutte contre la désertification du Niger, le Général de brigade Abdou Kaza, pour assurer la présidence du CREPA, pour une durée de trois (03) ans. La Vice présidence sera assurée par la Secrétaire d'Etat de l'Énergie et de l'eau du Rwanda, Mme Coletta Ruhamy. La présidence du Conseil d'administration régionale (CAR) sera assurée par un ressortissant de l'Afrique Centrale. La prochaine session du Conseil des ministres du CREPA se tiendra en 2013 à Niamey, au Niger.

Source : CREPA (reseaucrepa@reseaucrepa.org)

Sénégal : promouvoir l'assainissement pour sauver le fleuve Sénégal

À l'instar des autres localités qui longent le fleuve Sénégal, la commune de Matam se caractérise par un déficit en systèmes d'assainissement de base. La plupart des concessions, particulièrement celles qui longent le fleuve, ne disposent pas de latrines et d'ouvrages d'évacuation convenable des eaux usées. Ces dernières sont rejetées directement dans le fleuve, sans aucun traitement. Pire, le quai et les berges du fleuve sont devenus au fil des ans, le dépotoir sauvage de toutes sortes de déchets solides produits dans les quartiers environnants. Ces rejets non contrôlés des eaux usées et des déchets posent un problème majeur de santé publique au niveau de la commune avec notamment une pollution marquée des eaux du fleuve. En effet, ces eaux polluées du fleuve sont utilisées pour la baignade en même temps que pour la vaisselle, la lessive et dans certains endroits pour la consommation humaine.

Dans le cadre de la phase pilote du programme Initiative eau OIF/FPA2 (2009-2010), un projet de « Prévention de la pollution des eaux du fleuve Sénégal par la mise en place de latrines adaptées » est en cours de mise en œuvre dans la commune de Matam. Son ambition, l'amélioration du cadre de vie des habitants de la commune de par la réalisation d'ouvrages d'assainissement individuels et collectifs adaptés dans

quelques concessions et lieux publics aux abords du fleuve Sénégal. Les actions envisagées s'attaquent spécifiquement à la lancinante question du déversement direct des eaux usées dans le fleuve.

Les objectifs du projet sont, entre autres, la réalisation d'ouvrages d'assainissement adéquats à travers l'installation de latrines adaptées (fosse septique, puisard d'infiltration et bêche de stockage) et le renforcement des capacités des acteurs locaux par l'information et la sensibilisation. Pour une bonne mise en œuvre du projet, les services techniques de l'hygiène, de l'assainissement, de l'hydraulique et de l'environnement seront fortement impliqués pour assurer la durabilité du projet.

L'ONG ADOS (Ardèche - Drôme - Ourossogui - Sénégal) est chargé de la mise en œuvre du projet en partenariat avec le Conseil régional et la Commune de Matam. Cette ONG intervient dans la région de Matam depuis 1985. Elle est actuellement opérateur de programmes de coopération décentralisée entre les conseils généraux de l'Ardèche et de la Drôme (France) et les collectivités locales de la région de Matam.

L'initiative Eau OIF/FPA2 est un programme de soutien financier et technique à la gestion intégrée et durable des ressources en eau (GIRE) et à la lutte

contre la désertification dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne. Dans sa phase pilote (2009-2010), quatre pays sont concernés : Le Burkina Faso, le Mali le Niger et le Sénégal. Elle est financée par l'Organisation internationale de la francophonie, OIF (à travers son organe subsidiaire l'Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la francophonie, IEPEF), et la fondation Prince Albert II de Monaco pour un montant global de 625 000 euros dans sa phase pilote.

Le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA) a été retenu à titre de structure d'appui technique et de suivi rapproché de la mise en œuvre du programme.

Yacine Diene Traoré, Chef de la Division, Communication – Vulgarisation - Documentation



Le fleuve accueille toutes les activités quotidiennes des populations

Assainissement écologique au Congo: expérimentation des excréta humains hygiénisés comme fertilisants dans la production agricole

La Représentation nationale du CREPA au Congo a engagé depuis 2006 la mise en pratique de l'Assainissement écologique (EcoSan) à travers la vulgarisation des latrines EcoSan dans plusieurs quartiers de Brazzaville. L'objectif a été d'assurer le bien-être des populations en améliorant leur cadre de vie.

Chemin faisant, et au regard du niveau d'acceptabilité de la nouvelle technologie EcoSan qui s'est avéré positif, le CREPA Congo a engagé depuis mi 2009, le processus d'expérimentation des produits ECOSAN (urine et fèces hygiénisés) comme fertilisant pour accroître le rendement agricole de la chaîne maraîchère de Brazzaville. La phase préparatoire était répartie en trois volets : l'identification des partenaires, le choix des sites, la mise en place d'un protocole de travail.

La mise en œuvre de l'expérimentation de terrain pour la valorisation des excréta humains hygiénisés comme fertilisants dans la production agricole a nécessité la participation de partenaires dont : les groupements de producteurs maraîchers à savoir, l'Agence de développement des initiatives de production, d'informations économiques et environnementales (ADIPE) – GAPE/A2E pour l'expertise agronomique, le Directeur technique de la représentation du CREPA Congo. Aussi, la supervision de mise en œuvre agronomique des fertilisants ECOSAN a été mise sous la responsabilité de Yacoub Tandoka consultant agronome de CREPA Congo pour conduire les maraîchers dans l'application des fertilisants.

Ainsi, des protocoles de partenariat ont été signés respectivement avec les trois groupements de producteurs, parties prenantes à l'expérimentation. Un contrat de mise en œuvre pratique a été élaboré définissant les dispositions pratiques d'exécution de l'expérimentation.

Les sites choisis correspondent au lieu habituel d'intervention des groupements



Déchets urbains utilisés comme fertilisants. Le seul traitement consiste en un tri (séparation de l'inerte du pétrissable qui est utilisé). Cette pratique est-elle plus saine que l'usage des excréta humains hygiénisés?

des maraîchers partenaires de projet. C'est ainsi que les sites suivants ont été retenus : le site des maraîchers de la Corniche (arr. 2 Bacongo), le site des maraîchers de Kintouari (arr. 7 M'Filou), le site des maraîchers de Talangaï (arr. 7 Talangaï). Des trois sites identifiés, seul le site de Kintouari dans l'arrondissement N°7 est déjà fonctionnel

La phase de la mise en œuvre : le site de Kintouari opérationnel

Les maraîchers du site de Kintouari ont été plus vite opérationnels. La mobilisation du Groupement Kintouari de M'Filou, a été très effective. L'espace nécessaire a été déterminé, les pépinières (de chou et de la tomate) réalisées et la préparation des planches pour les semis de haricot vert et de la baselle (épinard) effectué. Au cours d'une deuxième séance sur le terrain, la mise en place des dites cultures a été effective. A ce niveau, il ne restait que la conduite et le suivi de l'expérimentation par l'entretien des plans (arrosages, binages, apport de fertilisants) et les observations et relevés agronomiques. Dès le départ six (6) membres du groupement se sont mobilisés de même que le Chef du secteur agricole communal qui s'est engagé à suivre cette expérimentation qui serait d'un apport positif indéniable pour les exploitants quant à la disponibilité de fertilisants dont les engrais sont onéreux et le fumier de ferme inaccessible.

A M'Filou le Groupement Kintouari devait aménager la planche de pépinière de chou et de tomate ainsi que les planches devant recevoir en semis direct la baselle et le haricot vert.

Conformément aux dispositions du protocole, GAPE/A2E a élaboré le protocole d'expérimentation. Le bureau du CREPA a pourvu aux besoins (intrants agricoles) indispensables pour la réalisation de l'expérimentation.

Certaines contraintes ont été relevées au cours de la mise en œuvre de cette

expérimentation. Cependant, de belles perspectives s'offrent en matière d'assainissement écologique au Congo

Contraintes et perspectives

Au début du projet l'action de sensibilisation a permis de lever les barrières liées à la dimension psychologique ou socioculturelle en ce qui concerne l'utilisation des fèces et urines hygiénisées comme fertilisant ; ce qui risquait d'éloigner les consommateurs (commerçantes vendeuses de légumes). Cela se justifie pour le simple fait que les populations sont souvent sous informées par rapport aux résultats de la recherche sur ECOSAN menés depuis des décennies de par le monde.

Cependant de belles perspectives s'offrent à cette expérience. Il s'agit principalement d'accélérer le groupement de la Corniche à disposer le terrain et préparer les planches, prendre attache avec les maraîchers de Talangaï pour formaliser le démarrage de l'expérimentation sur leur terrain, en faisant en sorte que des planches libres soient disponibles, rendre disponible sur les sites du fumier et des urines hygiénisées (ECOSAN).

L'utilisation agricole des excréta humains hygiénisés est une alternative intéressante pour les producteurs maraîchers. Ceci d'autant plus que le fumier de ferme n'est pas disponible et les engrais chimiques sont très onéreux. Le recyclage de ces déchets offre plusieurs avantages, notamment l'assainissement du cadre de vie, l'amélioration à faible coût des productions agricoles principalement en agriculture urbaine et péri urbaine. La dimension socioculturelle est un facteur qu'il faut véritablement prendre en ligne de compte pour la réalisation de ce projet qui intègre le développement durable par la préservation de l'environnement et la lutte contre la pauvreté.

Guy Alain Ngoualere, ingénieur sanitaire,
Daniel Tsatou, sociologue, Yacoub Tandoka, agronome

Sources Nouvelles Edition Spéciale est publié tous les 3 mois par l'IRC (Centre International de l'Eau et de l'Assainissement) en collaboration avec le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA). Sources Nouvelles - Edition Spéciale existe en format papier et en format électronique.

Coordinateur/Editeur : Caridad Machín Camacho (camacho@irc.nl)
Contributeurs : Dick de Jong (jong@irc.nl); Dave Trouba (david.trouba@wsscc.org) ; Ingebrog Krukkert (krukkert@irc.nl) ; Marie Quenum (mquenum@yahoo.fr) et Kabou Kadio (kadio.kabou@reseaucrepa.org)

IRC International Water and Sanitation Centre, P.O. Box 82327, 2508 EH The Hague, the Netherlands, Tel. : +31 703044000, fax: +31 70 3044044, courriel : general@irc.nl, site web : [www.irc.nl/sourcesnouvelles].

Pour s'abonner envoyez un courriel à : (sourcesnouvelles-join@watsan.net)
Pour se désabonner, envoyez un courriel à : (sourcesnouvelles-leave@watsan.net), ou contacter (camacho@irc.nl)

ISSN: 1874-6594